

Séance du 21 octobre 2019.

PRESENTS : Mesdames et Messieurs :
Didier HENROTTIN, Bourgmestre-Président ;
Moreno INTROVIGNE, Isabelle CAPPÀ, Corinne ABRAHAM-SUTERA,
Freddy LECLERCQ, Echevins ;
Jean-Louis MARNEFFE, Richard MACZUREK, Frédéric TOOTH, Marie Rose JACQUEMIN,
Annick GRANDJEAN, Serge FRANCOU, Sylvia CANEVE, Véronique DE CLERCK,
Christine PARMENTIER-ALLELYN, Mireille GEHOULET, Christian GRAVA, Cédric
KEMPENEERS, David TREMBLOY, Marie-Josée LOMBARDO, Frédéric FONTAINE,
Jean-François WILKET, Salvatore LO BUE, Membres ;
Alessandra BUDIN, Présidente du C.P.A.S. ;
Marc HOTERMANS, Directeur général.

Objet : Redevance installation de loges foraines et d'échoppes sur terrain public.

La séance est publique.

LE CONSEIL,

Vu le règlement du 27 mars 1993 établissant une redevance pour
l'installation de loges foraines et d'échoppes sur terrain public ;

Vu la loi communale ;

~~Attendu qu'il convient de prévoir le tarif en euros, applicable dès le
1^{er} janvier 2002 ;~~

A l'unanimité des membres présents,

ARRETE :

Article 1 : Il est établi au profit de la commune, une redevance
frappant l'installation sur le domaine public de toute installation foraine (manège de
fête, échoppes de commerçants, baraques, chariots, roulottes).

Article 2 : L'installation d'échoppes et de baraques des commerçants
n'est soumise au présent règlement que si elle n'a pas lieu dans le cadre du marché
public hebdomadaire du samedi matin (dans ce cas, elle est soumise au droit de place
spécifique du marché public communal).

Article 3 : Le montant de la redevance est fixé pour toute la durée de
l'établissement sur le domaine public à un euro et vingt-cinq euro-cents (1,25) par
mètre carré ou fraction de mètre carré occupé.

Article 4 : L'article 3 n'est pas applicable lorsque les emplacements
sont attribués à l'issue d'une adjudication publique.

**PROVINCE
DE
LIEGE**

**ARRONDISSEMENT
DE
LIEGE**

**COMMUNE
DE
BEYNE-HEUSAY**

Article 5 : La redevance devra être consignée en mains du receveur communal au plus tard au moment de la délivrance de l'autorisation d'occuper le domaine public.

Article 6 : A défaut de paiement amiable, la redevance sera recouvrée par la voie civile.

Article 7 : Les forains sont tenus de se conformer aux mesures qui leur seront imposées par la police locale en vue du maintien de la sécurité, de l'hygiène et du bon ordre au champ de foire.

Article 8 : La présente délibération sera transmise au Ministère de la Région Wallonne.

PAR LE CONSEIL :

Le Directeur général,

Le Bourgmestre,